



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[2 870 324]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	3 727 361 539 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Data collected from approved state budget for 2018

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[4 460]

Commentaires Taken from the Institute of Statistics. Increase in GDP per capita compared to 2016 data is due to the economic increase.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[4 717]

NA

Commentaires Taken from the Institute of Statistics

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[133.07]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires Taken from the Central Bank statistics

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : INSTAT

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	17 148 000 [] NA [] NAP	16 873 000 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	12 456 000 [] NA [] NAP	12 273 000 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	364 000 [] NA [] NAP	298 000 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	358 000 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	1 626 000 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	2 318 000 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Please note that due to the new laws of the justice reform, reporting institutions were changed. In 2018, the body in charge of the budget of the Courts was the Office for the Administration of the Judicial Budget. However, with the establishment of High Judicial Council (end of December 2018) the council was in charge of administering the court budget. To this aim, the data for 2018 was reported by the High Judicial Council.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été

réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : The Code of Civil Procedure provides for exemption from court fees for certain categories of subjects (Article 105 / b).

Law no. 111/2017 "On Legal Aid Guaranteed by State" which constitutes the legal framework for providing legal aid to certain categories of subjects (Article 10, 12, 13 of the Law).

Law No. 98/2017 "On Judicial Fees in the Republic of Albania" provides for the possibility of excluding certain subjects from the court fee (Article 9).

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- There are standard fees for certain categories of cases and a methodology of calculation based on the value involved by the case.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[30]

[] NA

[] NAP

Commentaires The fee, for amounts higher than 100.000 ALL is 1% of the claim.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	12 164 045 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 081 583 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre ministère	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : Note: until 20 December 2018 (constitution of the High Judicial Council) the authority responsible for the allocation of budgets to courts was the Office for the Administration of the Judicial Budget

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Greffier en chef	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Former Office for the Administration of the Judicial Budget (currently part of the High Judicial Council)

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	()	(X)	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	()	(X)	()
Service de probation	()	(X)	()
Conseil supérieur de la magistrature	(X)	()	()
Cour constitutionnelle	()	(X)	()
Service de gestion du système judiciaire	(X)	()	()
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()
Service de l'exécution	()	(X)	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()
Protection judiciaire de la jeunesse	()	()	(X)

Fonctionnement du ministère de la Justice	()	(X)	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	()	()	(X)

Si « autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources :

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- Legal aid in Albania is regulated by law no 111 / 2017 ON STATE GUARANTEED LEGAL AID. Legal aid is divided into primary and secondary legal aid. "Primary legal aid" is: i) providing of information regarding the legal system of the Republic of Albania, the normative acts in force, the rights and obligations of subjects of law and the methods of enforcing and exercising these rights both in judicial and extrajudicial proceedings, ii) the delivery of counselling, iii) the delivery of advice on the procedures of mediation and the alternative means of dispute resolutions, iv) the delivery of assistance in drafting and establishing of documentation to put in motion the state administration or for requesting secondary legal aid, v) representation before administration bodies, and vi) the delivery of all other forms of necessary legal support not constituting secondary legal aid; "Secondary legal aid" is the legal service that is offered for the compilation of the necessary legal acts for putting in motion the court, the delivery of counselling, representation and defence before the court in administrative and civil cases and in criminal cases for which is not applied

the mandatory defence in accordance of the criminal procedural legislation;

Additionally, the law foresees the right to be exempted from court fees and costs which is a form of free-of-charge legal aid, for the exemption from payment of court fees and other court costs, by decision of the competent court, if the criteria imposed by this law are fulfilled.

Legal aid is offered to the following categories:

A category of subjects benefits legal aid, regardless of their income and their property:

- a) victims of domestic violence;
- b) sexually abused victims and human trafficking victims, at any stage of a criminal proceeding;
- c) minor victims and minors in conflict with the law, at any stage of a criminal proceeding;
- ç) children living in social care institutions;
- d) children under guardianship who request to initiate a proceeding without the approval of their legal guardian or against their legal guardian;
- dh) persons that benefit from the payment for disability in compliance with the provisions of the law on social aid and services, including also persons that benefit from the status of blindness;
- e) persons undergoing involuntary treatment in mental health service institutions according to the provisions of the legislation in force on mental health;
- ë) persons undergoing voluntary treatment in mental health service institutions for serious mental diseases;
- f) persons against whom the removal or restriction of the capacity to act is requested, at any stage of this proceeding;
- g) persons with removed or restricted capacity to act who request to initiate a proceeding against their legal guardian, for regaining the capacity to act without the approval of the legal guardian.
- gj) persons who are beneficiaries of social protection programs.
- h) persons to whom the right has been infringed through an action or inaction that constitutes discrimination on the basis of the decision of the competent organ, according to the legislation in force for protection from discrimination.

The second category is those who do not have insufficient income or property. The right to benefit legal aid is possessed by everyone that proves that they have insufficient

income and property to bear the costs for counselling, representation and/or defence in criminal cases, in administrative and in civil law cases.

Primary legal aid is offered in state run clinics or licenced NGO. Secondary legal aid is granted by the court (screening of fulfillment of criteria) and subsequently, the attorney is appointed by the local bar association, on a rotation basis.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : Persons, entitled to secondary legal aid are entitled to exemption from:

- a) payment of general and special court fees as defined in the law on court fees in the Republic of Albania;
- b) payment of court costs (expenses for translators, witnesses, experts, site inspection or examination of items in situ) as defined in the procedural legislation;
- c) the obligation for prepayment of the fee for initiating execution of the execution order to the state judicial bailiff service.

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : As provided in article 25 of the law, Persons, entitled to secondary legal aid are entitled to be exempted from the obligation for prepayment of the fee for initiating execution of the execution order to the state judicial bailiff service.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : As provided in article 25 of the law, Persons, entitled to secondary legal aid are entitled to be exempted from payment of court costs (expenses for translators, witnesses, experts, site inspection or examination of items in situ) as defined in the procedural legislation;

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Please note that in 2017 a new law on legal aid was adopted. The law entered into force on 1 June 2018. The law restructured the legal aid system in Albania. Therefore data for this period are unavailable.

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : 1. The proceeding authority shall provide immediately a lawyer paid by the State to the defendant, who has not appointed or no longer has a retained lawyer, if he:

- a) is under eighteen years of age;
- b) is deaf and mute;
- c) has limited capabilities which hinder his ability to defend himself;
- c) is charged with a criminal offence, punishable by not less than 15 years' imprisonment, in the maximum term;
- d) is charged with a criminal offence pursuant to letters "a" and "b", of article 75/a, of this Code;
- dh) has been declared escaped or in absentia upon a court decision;
- e) the arrested or the detained person is questioned;
- ë) in the cases provided for by paragraph 5 of article 205, or paragraph 1, of article 296 of this Code;
- f) in every other case provided for by law.

2. If reasons for mandatory defense, exist, pursuant to this article, the proceeding authority shall assign immediately a lawyer to the defendant. The lawyer shall assist the defendant during all phases of the proceedings, as long as the conditions provided in paragraph 1 of this Article exist.

3. The appointed lawyer, pursuant to this article, is chosen by the proceeding authority out of the list made available by the Bar Association.

4. If the court, the prosecutor and the judicial police must carry out an action requiring the presence of a lawyer and the defendant does not have one, they shall inform the appointed lawyer on such action.

5. If the presence of the lawyer is required and the retained or appointed lawyer has not been provided, has not shown up or has withdrawn from the defence, the court or prosecutor shall apply paragraph 4 of article 350 of this Code. If his absence is justified, the court or the prosecutor may appoint another lawyer in substitution, who shall exercise the rights and takes over the duties of the lawyer.

6. The assigned lawyer shall cease his functions if a retained lawyer is appointed.

7. When the defence cannot be secured pursuant to this provision and paragraph 3 of article 49, it is guaranteed by the institutions providing free legal aid, pursuant to the legislation in force.

Further as per the law on legal aid, Legal aid shall be granted to the following persons, regardless of their income and their property:

- a) victims of domestic violence;
- b) sexually abused victims and human trafficking victims, at any stage of a criminal proceeding;
- c) minor victims and minors in conflict with the law, at any stage of a criminal proceeding;

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires When the lawyer is appointed under criminal procedure rules: 1. The proceeding authority shall provide immediately a lawyer paid by the State to the defendant, who has not appointed or no longer has a retained lawyer, if he:

- a) is under eighteen years of age;
- b) is deaf and mute;
- c) has limited capabilities which hinder his ability to defend himself;

c) is charged with a criminal offence, punishable by not less than 15 years' imprisonment, in the maximum term;

d) is charged with a criminal offence pursuant to letters "a" and "b", of article 75/a, of this Code;

dh) has been declared escaped or in absentia upon a court decision;

e) the arrested or the detained person is questioned;

ë) in the cases provided for by paragraph 5 of article 205, or paragraph 1, of article 296 of this Code;

f) in every other case provided for by law.

2. If reasons for mandatory defense, exist, pursuant to this article, the proceeding authority shall assign immediately a lawyer to the defendant. The lawyer shall assist the defendant during all phases of the proceedings, as long as the conditions provided in paragraph 1 of this Article exist.

3. The appointed lawyer, pursuant to this article, is chosen by the proceeding authority out of the list made available by the Bar Association.

However, when the request is filed under legal aid law (larger category of subjects) the following rules are applicable:

The request for delivery of secondary legal aid shall be filed by the interested person, personally or through the postal service, to the court or proceeding body that commences investigation, before the initiation of a judicial proceeding, at the initiation of a judicial proceeding and/or at any stage of a judicial proceeding, until judicial investigation has not been declared closed, in accordance with the rules provided for in the procedural legislation.

2. The person entitled to secondary legal aid may submit the request foreseen in paragraph 1, of this law, through a legal representative or a representative supplied with power of attorney, or by the spouse, cohabitant or kin relation of the first degree.

3. The request for secondary legal aid shall be exempted from court fees and costs.

4. The person, who seeks to benefit secondary legal aid shall sign a self-declaration of fulfilment of the criteria for benefitting as defined in this law, according the self-declaration form sheet approved by the Minister of Justice accompanied with the justifying documentation. The list of documents that shall serve for certification of fulfilment of criteria shall be defined by order of the Minister of Justice.

In the case the request for secondary legal aid is filed by the defendant without sufficient financial means, the proceeding body that commences investigation shall immediately examine whether the criteria stipulated in Article 12 of this law are fulfilled.

2. If the proceeding body that commences investigation values that the criteria are fulfilled, it shall immediately appoint a defence lawyer from the list of advocates for the delivery of secondary legal aid, and shall immediately inform the person to whom secondary legal aid has been granted, as well as the defence lawyer that has been appointed.

3. The decision for accepting or dismissing the request for secondary legal aid shall be reasoned and shall be communicated to the applicant and the Directorate for Free-of-Charge Legal Aid.

4. The applicant may object against the decision of the proceeding body for dismissing the request for secondary legal aid, with a lawsuit at the criminal court of first instance, competent for examination of the trial on the merits, within 5 days from the receipt of notice on this decision.

5. The court shall examine the case with one judge, in accordance with the rules foreseen in the procedural legislation, within 15 days from registration of the case. Against this decision shall be allowed special appeal at the court of appeal within 5 days from the receipt of notice. The court of appeal shall examine the appeal in consultation chamber within 10 days from the date of receipt of acts.

6. The High Prosecutorial Council shall approve the rules and procedures to be followed by the proceeding body that commences investigation in the appointment on the basis of the principle of rotation of the defence lawyer and his substitution from the list of advocates that offer the services of secondary legal aid in the criminal process.

7. Detailed rules in connection with the guarantee of obligatory defence from the institutions

foreseen in this law, according to the provisions of the Criminal Procedure Code shall be approved by the High Prosecutorial Council.

The court examines the request for secondary legal aid in compliance with the provisions of the procedural legislation and as much as possible, with the provisions of this law.

2. The decision in connection with the request for secondary legal aid shall be taken by the competent court:

a) within 5 days from the date of receipt of the request, when the request has been submitted before initiation of the judicial proceeding;

b) during the preliminary actions or in the preparatory session before the scheduling of the judicial session/hearing, when the request for legal aid has been submitted together with the statement of claim;

c) according to the provisions of the procedural legislation and the provisions of this law, when the request has been filed during judicial examination.

3. In cases where the applicant declares the impossibility of securing the documentation, as well as in any other case where the court values that the correction or completion of the request may be cause for delays which affect the essence of the rights of the applicant, the court may order the submission of the necessary documentation from the state administration bodies that possess it. In these cases, the request for secondary legal aid is deemed to be filed at the end of the time limit imposed by the court for presentation of the missing document by the state administration body.

4. The Court, in compliance with the provisions of this law and the provisions of the procedural legislation, after examination of the request, shall decide:

a) acceptance of the request for delivery of secondary legal aid;

b) dismissal of the request for delivery of secondary legal aid.

5. The request for secondary legal aid shall be dismissed only in cases when:

a) the conditions stipulated in Article 11 and 12 of this law are not fulfilled;

b) is evidently abusive or manifestly ill-founded.

6. The decision for the approval and dismissal of the request for secondary legal aid shall be reasoned.

7. Against the decision of the court dismissing the request for secondary legal aid, may be made a special appeal. The appeal of the decision does not hinder the continuation of adjudication of the case.

The appeal shall be made through the template form sheet approved by the Minister of Justice, which is given to the application together with the decision for the dismissal of the request.

8. The court of appeal shall examine the case in consultation chamber and shall take the decision within 15 days from receipt of the acts. Against this decision a recourse is not permitted.

9. The Directorate for Free-of-Charge Legal Aid may appeal the decision of the court for acceptance of the request for secondary legal aid, when it claims that this request is evidently abusive or manifestly ill-founded. In this case shall be applied the time-limits and the rules for appeal of final decisions in accordance with the provisions of the procedural legislation. Against the decision of the court of appeal is not allowed a recourse to the High Court.

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The right to benefit legal aid is possessed by everyone that proves that they have insufficient income and property to bear the costs for counselling, representation and/or defence in criminal

cases, in administrative and in civil law cases.

2. The income of a person living in a household shall be considered insufficient in the meaning of paragraph 1 of this article, if the total income of all household members, divided by their number, is lower than 50 percent of the monthly minimum wage, as defined according to the legislation in force. Currently, the monthly minimum wage is set at 26000 ALL (around 220 euro).

3. The income of a person, not living in a household, shall be considered insufficient in the meaning of paragraph 1 of this article, if it is lower than the level of the monthly minimum wage, as defined according to the legislation in force.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires The request for delivery of secondary legal aid shall be filed by the interested person, personally or through the postal service, to the court or proceeding body that commences investigation, before the initiation of a judicial proceeding, at the initiation of a judicial proceeding and/or at any stage of a judicial proceeding, until judicial investigation has not been declared closed, in accordance with the rules provided for in the procedural legislation.

2. The person entitled to secondary legal aid may submit the request foreseen in paragraph 1, of this law, through a legal representative or a representative supplied with power of attorney, or by the spouse, cohabitant or kin relation of the first degree.

3. The request for secondary legal aid shall be exempted from court fees and costs.

4. The person, who seeks to benefit secondary legal aid shall sign a self-declaration of fulfilment of the criteria for benefitting as defined in this law, according the self-declaration form sheet approved by the Minister of Justice accompanied with the justifying documentation. The list of

documents that shall serve for certification of fulfilment of criteria shall be defined by order of the Minister of Justice.

In the case the request for secondary legal aid is filed by the defendant without sufficient financial means, the proceeding body that commences investigation shall immediately examine whether the criteria stipulated in Article 12 of this law are fulfilled.

2. If the proceeding body that commences investigation values that the criteria are fulfilled, it shall immediately appoint a defence lawyer from the list of advocates for the delivery of secondary legal aid, and shall immediately inform the person to whom secondary legal aid has been granted, as well as the defence lawyer that has been appointed.

3. The decision for accepting or dismissing the request for secondary legal aid shall be reasoned and shall be communicated to the applicant and the Directorate for Free-of-Charge Legal Aid.

4. The applicant may object against the decision of the proceeding body for dismissing the request for secondary legal aid, with a lawsuit at the criminal court of first instance, competent for examination of the trial on the merits, within 5 days from the receipt of notice on this decision.

5. The court shall examine the case with one judge, in accordance with the rules foreseen in the procedural legislation, within 15 days from registration of the case. Against this decision shall be allowed special appeal at the court of appeal within 5 days from the receipt of notice. The court of appeal shall examine the appeal in consultation chamber within 10 days from the date of receipt of acts.

6. The High Prosecutorial Council shall approve the rules and procedures to be followed by the proceeding body that commences investigation in the appointment on the basis of the principle of rotation of the defence lawyer and his substitution from the list of advocates that offer the services of secondary legal aid in the criminal process.

7. Detailed rules in connection with the guarantee of obligatory defence from the institutions foreseen in this law, according to the provisions of the Criminal Procedure Code shall be approved by the High Prosecutorial Council.

The court examines the request for secondary legal aid in compliance with the provisions of the procedural legislation and as much as possible, with the provisions of this law.

2. The decision in connection with the request for secondary legal aid shall be taken by the competent court:

a) within 5 days from the date of receipt of the request, when the request has been submitted before initiation of the judicial proceeding;

b) during the preliminary actions or in the preparatory session before the scheduling of the judicial session/hearing, when the request for legal aid has been submitted together with the statement of claim;

c) according to the provisions of the procedural legislation and the provisions of this law, when the request has been filed during judicial examination.

3. In cases where the applicant declares the impossibility of securing the documentation, as well as in any other case where the court values that the correction or completion of the request may be cause for delays which affect the essence of the rights of the applicant, the court may order the submission of the necessary documentation from the state administration bodies that possess it. In these cases, the request for secondary legal aid is deemed to be filed at the end of the time limit imposed by the court for presentation of the missing document by the state administration body.

4. The Court, in compliance with the provisions of this law and the provisions of the procedural legislation, after examination of the request, shall decide:

a) acceptance of the request for delivery of secondary legal aid;

b) dismissal of the request for delivery of secondary legal aid.

5. The request for secondary legal aid shall be dismissed only in cases when:

a) the conditions stipulated in Article 11 and 12 of this law are not fulfilled;

b) is evidently abusive or manifestly ill-founded.

6. The decision for the approval and dismissal of the request for secondary legal aid shall be

reasoned.

7. Against the decision of the court dismissing the request for secondary legal aid, may be made a special appeal. The appeal of the decision does not hinder the continuation of adjudication of the case.

The appeal shall be made through the template form sheet approved by the Minister of Justice, which is given to the application together with the decision for the dismissal of the request.

8. The court of appeal shall examine the case in consultation chamber and shall take the decision within 15 days from receipt of the acts. Against this decision a recourse is not permitted.

9. The Directorate for Free-of-Charge Legal Aid may appeal the decision of the court for acceptance of the request for secondary legal aid, when it claims that this request is evidently abusive or manifestly ill-founded. In this case shall be applied the time-limits and the rules for appeal of final decisions in accordance with the provisions of the procedural legislation. Against the decision of the court of appeal is not allowed a recourse to the High Court.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires In criminal cases the legal costs are on the defendant or on the state as provided by article 485 of the Criminal Procedure Code: there is no sharing, while concerning the civil and administrative cases, as provided by Civil Procedure Code (art. 106 and 310) the sharing of direct legal costs is given by the judicial decision.

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Law on legal aid (<https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/21-legal-aid/232-law-on-legal-aid-en>)

Criminal procedure code (<https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/11-criminal-procedure-code/172-criminal-procedure-code-en>)

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) www.qbz.gov.al
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) www.gjykataelarte.gov.al
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) www.pyetshtetin.al

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
 (X) Non
 () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser : Article 399/2 of the Civil Procedure Code provides for the reasonable timing for completion of an investigation, trial or execution of a decision. However, there is no direct obligation of the court to provide an information to the parties; considering that these timelines have been provided in the law.

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

- (X) Oui
 () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : It is given in the web pages of the courts: www.gjykata.gov.al

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Personnes handicapées	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non

Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : Other specific arrangements mean:

- closed-door trial of juvenile defendants, witnesses or victims, sexually abused victims, victims of trafficking;
- the right of the defendant to use the language spoken or understood or to use sign language, as well as to be assisted by an interpreter and interpreter if he has limited speech and hearing disabilities;
- prohibiting the publication of personal data or photos of juvenile defendants and witnesses;
- physical protection, by order of protection for cases of domestic violence, inclusion in the witness protection program, etc;
- the right to compensation for damages through the civil lawsuit of one who has suffered damages from a criminal offense.

Two very important pieces of legislation of the justice reform were the amendment of the Criminal Procedure Code and the introduction of a new code on criminal justice for minors. Criminal Procedure Code was amended by law no 35/2017 ([link of the consolidated text of the code in English https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/11-criminal-procedure-code/172-criminal-procedure-code-en](https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/11-criminal-procedure-code/172-criminal-procedure-code-en)) whereas the new code on criminal justice for minors was adopted by law 37/2017 (text of the code in English <https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/109-criminal-code-for-children/120-criminal-code-for-children-en>)

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : All procedures are concerned: civil and administrative proceedings the minors can be part only if represented by a parent / legal caretaker, concerning criminal proceedings the minor can be part starting from the age of 14, assisted by a parent / legal caretaker and the obligated presence of the psychologist.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :

() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

Commentaires Code of Criminal Procedure, art. 58.

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

[] d'un dispositif avec des fonds publics

[X] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts

octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The general provisions of the Criminal Procedural Code (amended by Law 35/2017), Article 9 / a, provide that public authorities must ensure that victims of criminal offenses are treated with respect for their human dignity and protected from re-impairment, while exercising the rights provided by this Code. Among the primary rights of the victim of the criminal offense listed in paragraph 1 of Article 58 of the Criminal Procedural Code is also the right to information which is one of his / her fundamental rights, which enables him / her to have access to the criminal proceedings. This right of the victim is related to the prosecutor's obligation to make available the information required, except when the principle of investigative confidentiality is violated. This right is further detailed in Article 279 / a, paragraph 1 of the Code of Criminal Procedure. The right to request evidence, and submit other requirements before proceeding body, aims to ensure its access to criminal proceedings and is related to the right to obtain information at any time. The victim of the criminal offense has the right to be informed of the arrest of the person suspected of committing the criminal offense and his release. The victim of the offense has the right to information on the progress of the investigation and trial. This right is also reflected in other provisions of the Code of Criminal Procedure, in which the legislator has specified the obligation of the relevant proceeding authority to notify the victim of the commencement, continuation and termination of criminal proceedings. Thus, in Article 291, paragraph 2 the Law provides for the obligation of the prosecutor to immediately inform the victim of his or her decision not to initiate proceedings. Article 326, paragraph 3 provides for the obligation to notify the victim or the perpetrator of the decision to suspend the investigation. Likewise, in section 328, paragraph 2, the legislator has provided for the prosecutor to notify within 5 days to the victim of the offense his or her decision to dismiss the indictment or case when the victim is prosecuted for a violation. These decisions are appealable in court.

For the juvenile victim and the victim of trafficking, the Criminal Procedural Code, in addition to the rights listed in Article 58, has provided for additional guarantees provided for in Articles 58 / a and 58 / b. On the other hand, the Juvenile Justice Code has provided guarantees for the juvenile victim or witness. Article 38 provides that if the minor is a victim or a witness, the proceeding authority shall take all measures with a view to informing the minor directly or through his / her legal / procedural representative and in such a way that the information is appropriate and understandable to include even cases of juvenile disability. In accordance with and pursuant to the legal provisions, the General Prosecutor on 25.10.2018 approved the General Guidance No.5 / 2018. This Guidance details the role of the prosecutor in providing conditions for the effective exercise of the rights of victims, the disclosure of the explanatory information by the prosecutor, the judicial police officer and / or the victim's coordinator related to the rights the Law guarantees as well as the forms of notification. Here we emphasize the proactive role we have taken in delivering the letter of the victim's rights.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : The victim or his/her heirs have the right to appeal to the court against the decision not to commence proceeding. This right is also sanctioned in Article 58 letters "ë" and "f" of the Criminal Procedural Code. This legal

provision is in line with international standards. The time limit for appealing to the court against the decision not to initiate criminal proceedings is within 10 days since the day of the notification of the decision.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : There is no systemic measurement of satisfaction. There are cases when such surveys have been conducted by external subjects (NGOs or other). Justice reform laws have also introduced the possibility to conduct these surveys, but so far, they have been conducted on an ad hoc basis and only from international organisations and international or national NGOs.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires Please note that the civil procedure code was amended in 2017 and a special chapter on JUDGEMENT ON REQUESTS FOR ASCERTAINING VIOLATIONS OF REASONABLE TIME, EXPEDITION OF PROCEEDINGS AND COMPENSATION FOR DAMAGE was introduced. In any case, there always was the possibility to file a petition to all these institutions but the petition would have no legal effects. With the new legislation, the higher court takes a binding decision providing for due compensation to the person, who has suffered a pecuniary or non-pecuniary damage due to the unreasonable length of a case.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires 22 first instance general jurisdiction courts + 6 first instance administrative courts + 1 first instance serious crimes court + 6 general jurisdiction appeals court + 1 administrative appeals court + 1 serious crimes appeals court + 1 High Court

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	7 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	1 [] NA [] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	6 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

(X) Oui

() Non

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
le licenciement	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
le vol avec violence	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
faillite	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires All the claims are adjudicated by general jurisdiction courts.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[1 107]

Commentaires Lawsuits up to 150 000 ALL, arising from contractual relationships shall be adjudicated by the court in a summary trial. Examination of the case in a summary trial before the court shall occur in writing. The court may conduct a verbal judicial hearing, if deemed necessary.

In case the value of the claim is less than 150.000 ALL and the value of the counter-suit exceeds 150,000 ALL, the proceedings will be conducted according to general provisions of usual adjudication.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Law on organisation and functioning of the judicial power and decree of the President on judicial districts

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes

permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	346 [] NA [] NAP	181 [] NA [] NAP	165 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	249 [] NA [] NAP	122 [] NA [] NAP	127 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	89 [] NA [] NAP	52 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	8 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	38 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	28 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	9 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des

affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
affaires familiales	()	()	()
affaires de droit du travail	()	()	()
affaires de droit social	()	()	()
affaires commerciales	()	()	()
affaires de faillite	()	()	()
autre affaires civiles	()	()	()

[X] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	887 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	264 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	603 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	466 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	437 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	203 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	102 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	101 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	218 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	65 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : With the adoption of the new constitutional amendments and the new package of laws (around 22 law were either amended or new laws were approved), there was also an increase on the number of human and financial resources allocated to the judiciary.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	887 [] NA [] NAP	247 [] NA [] NAP	640 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	636 [] NA [] NAP	178 [] NA [] NAP	458 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	182 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP	143 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	69 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : HJC Human Resources department

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Please note that due to the justice reform, on December 2018 the High Prosecutorial Council was established. Prior to the establishment of the Council, the General Prosecution Office was in charge of administering the prosecution service in Albania. After the establishment, both institutions are in charge. Due to these institutional changes, focal points were reestablished and therefore data for 2018 was unable to be reported.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : Please note that due to the justice reform, on December 2018 the High Prosecutorial Council was established. Prior to the establishment of the Council, the General Prosecution Office was in charge of administering the prosecution service in Albania. After the establishment, both institutions are in charge. Due to these institutional changes, focal points were reestablished and therefore data for 2018 was unable to be reported.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	[X] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires Please note that due to the justice reform, on December 2018 the High Prosecutorial Council was established. Prior to the

establishment of the Council, the General Prosecution Office was in charge of administering the prosecution service in Albania. After the establishment, both institutions are in charge. Due to these institutional changes, focal points were reestablished and therefore data for 2018 was unable to be reported.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Human resources in GPO

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)

des agents d'exécution	()	(X)
------------------------	-----	-------

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	(X)	()
les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? http://www.instat.gov.al/media/6413/burra-dhe-gra_2019.pdf

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	(X)	()
la promotion des juges	(X)	()

le recrutement des procureurs	(X)	()
la promotion des procureurs	(X)	()
le recrutement du personnel non-juge	(X)	()
la promotion du personnel non-juge	(X)	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires At national level, there is an independent institution dealing with gender equality issues which is the Commissioner against Discrimination.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) The Commissioner against Discrimination is a special mandate institution who provides effective protection against discrimination and any form of behaviour that promotes discrimination, including recruitment and promotion of prosecutors in the justice system.
Law No.10 221, dated 4.2.2010 "on the protection from discrimination"

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) The Commissioner against Discrimination is an independent institution which reports to the Assembly.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) In case of discrimination, the Commissioner against Discrimination takes a decision, containing the necessary adjustments and measures, setting a deadline for their implementation from the responsible public institution. If the Commissioner orders adjustments or measures, the person/institution against whom the complaint is filed reports within 30 days to the Commissioner about the actions taken to enforce the decision. If the person/institution against whom the complaint is filed does not inform the Commissioner or fails to comply with the decision, the Commissioner may impose a fine on the person/institution against whom the complaint is filed.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[X] NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[X] NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) based on the law, a new IT Governance Center should be established with representatives from the Councils and other relevant stakeholders of the judiciary. However, so far, it has yet to be established.

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

- Oui
 Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- Oui
 Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
 la charge de travail
 les ressources humaines
 les coûts
 autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
 Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) In March 2018, the Assembly of the Republic of Albania adopted the Law No. 9887 "On the protection of personal data", which established an independent institution responsible for guaranteeing the constitutional right for the protection of personal data: Data Protection Commissioner's Office. Publicly available information provided by courts is anonymised.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : the website is www.gjykata.gov.al; however decisions of the High Court are published in the website of the High Court www.gjykataelarte.gov.al

Furthermore, Tirana District Court and Tirana Appeals Court also have their dedicated websites where data are anonymised. This happens because there are currently two systems in use in Albania; ICMIS, which is used by the majority of the Courts and ARKIT which is used only in Tirana District Court and Former Serious Crimes Court.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès The General Directorate of Prisons has a computerized national record centralizing all criminal convictions

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale

Civile et/ou commerciale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Pénale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Administrative	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- () 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[X] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Status of cases online: all the cases can be accessed at www.gjykatat.gov.al; however, not all the time the data is available online, depending on the court/judge and the use of the system.

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co connexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne (X) les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [X] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne (X) les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [X] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne (X) les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [X] NA [] NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Registre relatif aux entreprises	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The workload is measurable based on the data held in the prosecution manual records. Every year, there is a report on the workload of the prosecution offices where the average workload per prosecutor is evaluated. CAMS (which is the electronic case management system in the Prosecution Offices) does not currently allow an analysis of the workload.

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

- Oui
 Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

- Oui

() Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[X]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[]	[X]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[]	[X]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires Electronic communication between lawyers and court for notification purposes was introduced in 2017

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

() Oui

(X) Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

() Oui

(X) Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires No statistical data is available.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires This is not offered by the internal e-systems. Only the court of serious crimes uses video-conference tools for specific cases.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

dans les services du ministère public

() Oui

(X) Non

Commentaires

3.6.2. Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[X] taux de recours

[X] clearance rate

[X] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires Article 89 of the new law on governance institutions (adopted in the end of 2016) provides that: The High Judicial Council shall ensure the organisation and functioning of services, which are related to the judicial administration, by exercising the following powers: a) design and follow up implementation of policies for judicial administration; b) monitor and manage the case-load of judges and courts, the duration of proceedings and other aspects of judicial administration, based on data gathered through the case management system, in order to improve the productivity of courts, or decrease the caseload of judges and the workload of judicial civil servants; c) adopt standard internal rules of the court.

HJC is the body responsible for determining the quality standards of the judiciary, including efficiency and quality. HJC is working on producing the sub-legal acts concerning standards, in cooperation with external partners. Furthermore, each Council publishes Standards of Ethics and Rules of Conduct. Hence, standards generally speaking standards are divided into performance related standards (quality and quantity of performance of magistrates) and behavioral related standards (ethics).

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Yes, there are quality standards determined for the judicial system at national level approved by the Law “On the status of judges and prosecutors”, as amended, who are related to the assessment process of the prosecutors. The assessment is conducted according to the criteria of: a) professional skills; b) organizational skills; c) ethics and commitment to professional values and personal skills and; c) professional commitment of the prosecutor.

Concerning the professional skills of the prosecutor, the assessment includes the legal knowledge and legal reasoning to conduct the investigation logically, gathering the evidence required by law, interpret the law and analyse jurisprudence, make investigative decisions and actions, clarity and the understanding of prosecution acts, the consistent and well-organized structure of prosecution acts, the ability to question and the quality of the analysis, and the logical reasoning of the prosecutor, etc.

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des

ressources au sein de ce tribunal ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- [] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- [] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- [] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- [] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- () Annuelle
- () Moins fréquente
- () Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : According to the Law “On the status of judges and prosecutors”, as amended, the assessment process of the prosecutors is periodic. The prosecutor is evaluated once every three years during the first fifteen years of professional experience and once every five years, after the first 15 years of professional experience. The head of the Prosecution office is evaluated at least once during his term of office. Whereas, the prosecutor acting as a member of the High Prosecutorial Council are assessed in accordance with the detailed rules adopted by the Council.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- [X] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- [] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- [X] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- [] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Please note that in 2017 the new laws of the justice entered into force which gave the overall authority to the Councils and the MoJ has only policy making competences. Therefore MoJ is not involved in the performance of courts.

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	(X)	()

Commentaires In the context of the administrative direction of the prosecution office, the head of office monitors the deadlines to ensure the efficiency and legitimacy of the activity of the prosecution office he leads.

In procedural terms, extensions of deadlines are approved by the court.

Whereas, according to Law 96/2016, repeated delays or causing serious consequences or unjustified delay in actions and / or procedural acts are considered disciplinary violations in accordance with the exercise of the function.

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Ministry of Justice

Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires <http://drejtesia.gov.al/wp-content/uploads/2019/07/Vjetari-Statistikor-2018-PDF.pdf>

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

Non

Commentaires General Prosecution Office, Rr. Qemal Stafa nr.1,Tirane. www.pp.gov.al

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Each court produces annual reports

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Pursuant to Article 148/b of the Constitution of the republic of Albania, the General Prosecutor reports to the Assembly for the state of criminality. In line with Article 104 of Law 97/2016 "On the Organising and Functioning of the Prosecution Office in the Republic of Albania", reporting must be carried out at least once a year and it contains data and explanations on the number, types, territorial extension, intensity and forms of crime. The decision no.134/2018 of the Assembly of the Republic of Albania, in addition to above, provides that the annual report must contain data regarding even to the institution inner organizing, including the structure and the organigram; data on income and expenses, legal references, implementing the international obligations.

Also, any prosecution office, based on Article 50 of law 97/2016, prepares within the month of February the annual report on the work performance in the relevant prosecution office and submits it to the General Prosecutor. The report is published on the General Prosecutor's Office website.

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites...)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to Article 170, of the Law "On the governance institutions of the justice system", as amended, the High Judicial Council and the High Prosecutorial Council shall, at least once a year, organize joint meetings for the exchange of experience, for the unification of the interpretation and application of laws, in relation to the exercise of their functions and organization, and of the general matters relating to the functioning of the justice system. The High Prosecutorial Council may send representatives to meetings of the High Judicial Council on matters of common interest and vice versa. The High Judicial Council

collaborates with the High Prosecutorial Council on the unification of interpretation and law enforcement, of work practice and the exchange of experience on matters of magistrate status.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to Article 170, of the Law “On the governance institutions of the justice system”, as amended, the High Judicial Council and the High Prosecutorial Council shall, at least once a year, organize joint meetings for the exchange of experience, for the unification of the interpretation and application of laws, in relation to the exercise of their functions and organization, and of the general matters relating to the functioning of the justice system. The High Prosecutorial Council may send representatives to meetings of the High Judicial Council on matters of common interest and vice versa. The High Judicial Council collaborates with the High Prosecutorial Council on the unification of interpretation and law enforcement, of work practice and the exchange of experience on matters of magistrate status.

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
 Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
 Procureur général /Procureur de la République
 Conseil supérieur des procureurs
 Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
 Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
 Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : law on status of judges and prosecutors

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

NA

Commentaires In cases where the resignation of a judge is mandatory, each of the parties may request the exempt of the judge.

The request, signed by the respective party or its representative, must be deposited with the court secretariat when the announcement of the judge or judges that shall examine the case is made public, or if not, immediately after the announcement of the judge or judges that shall try the case.

Later submission of the request is permitted only in the instance that the party has received information on the grounds of dismissal, or if the judge has inappropriately expressed biased opinion of the facts and circumstances pertaining to the trial during the execution of his duties, although no later than three days from receipt of information.

The request must contain the grounds of dismissal, documents and other available evidence.

The request for the dismissal of a judge is examined in consultation chamber in a session by another judge of the same court. The appeal against the decision to accept or reject the request for dismissal is allowed together with the final decision.

The request for dismissing a judge of the appeals court is decided by a panel of three judges of the same court, different from the panel to which the judge belongs. The decision is of a final form.

The request for dismissing a judge of the High Court is decided by a panel of three judges of the same court, different from the panel to which the judge belongs. The decision is of a final form.

Requests to dismiss judges assigned to decide on the dismissal are not accepted.

The judge, whose recusal has been requested, shall be entitled to submit his opinion in writing in connection with this request.

In these cases, the adjudication shall not be suspended, but the judge cannot give or take part in the giving of the decision, until the issuance of the decision to declare inadmissible or to reject the request for recusal.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): The final judgments of the European Court of Human Rights (herein after ECtHR), in every case where Albania is a party are binding and are enforced following the procedures provided by the Law Nr. 10018 "On the State Advocature", Chapter V/I "On the execution of Judgments and Decisions of the European Court of Human Rights".

The State Advocate, in the quality of the representative and defender of the interests of the state at the ECtHR, is the competent institution

for the initiation of the procedures for the execution of the ECtHR judgments and decisions.

Upon receiving notice on the final judgment, the State Advocate, within 10 working days, forwards the judgment for translation and certification to the Ministry of Justice. A copy of the original judgment and a translated and certified copy by the Ministry of Justice are sent to the Constitutional Court, High Court and other institutions, for the effect of a unified application of the judicial practice. By informing the aforementioned institutions, the ECtHR's decision, reasoning and found violations become known with a view to unifying practices and preventing similar cases in the future.

The State Advocature is responsible for the coordination of the execution process, drafting of action plans (individual and general measures) and reports, representation in front of the Committee of Ministers of the Council of Europe, and the monitoring of the execution of the ECtHR judgments by the national authorities. Also, the State Advocate has the right to suggest general preventive measures with regard to the necessary changes in legislation or practices that may cause a financial damage to the state as a result of the violation of the European Convention on Human Rights.

The State Advocate General, in the quality of the government agent, reports at least once a year to the Standing Committee on Legal Affairs, Public Administration and Human Rights of the Assembly of the Republic of Albania on the execution of the European Court of Human Rights judgments and the measures undertaken in this regard. Law amendments in function of domestic effective remedy -Referring to Article 6 of the European Convention, it is worth to mention the amendments to the Civil Procedure Code in 2017, added Chapter X by Law no. 38/2017, dated 30.03.2017 "Judgments on requests for ascertaining violations of reasonable time, expedition of proceedings and compensation for damage", in order to prevent the violation of reasonable time.

-Regarding to decisions subject to review, Criminal Procedure Code is also amended by Law no. 35/2017, dated 30.03.2017, Article 450 "Revision cases...d) if the ground for the revision of the final decision results from a European Court of Human Rights judgment making the re-adjudication of the case indispensable. The request shall be filed within 6 months from the notification of that decision..."

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires Legal basis:

-Criminal Procedure Code - Article 450 "Revision cases...d) if the ground for the revision of the final decision results from a European Court of Human Rights judgment making the re-adjudication of the case indispensable. The request shall be filed within 6 months from the notification of that decision..."

-Civil Procedure Code – Article 494 "Request for reconsideration and cases of reconsideration... e) where the European Court of Human Rights finds a violation of European convention "On protection of fundamental human rights and freedoms" and its protocols, ratified by the Republic of Albania"

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : For answer 85, the source is the Civil Procedural Code

4.2.Durée des procédures

4.2.1.Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : I.e. in criminal cases urgent matters are considered those related to arrests (max. of 48 hours) or surveillance. In regard to civil cases, urgent are considered those related to domestic violence.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Disputes which relate to minor values (civil and administrative) of less than 1200 euro, only in contractual disputes. In criminal cases a simplified procedure is applied in case of minor contraventions. On criminal cases: When the defendant is accused for committing a misdemeanour, the prosecutor, within three months from the registration of the name of the person to whom the criminal offence is attributed, shall issue a reasoned penalty order determining the punishment and request its approval by the court, if he deems that a prison sentence shall not apply.

In the penalty order, the prosecutor shall determine a fine as main punishment. As the case may be, he may also impose one or more supplementary punishments. Depending on the economic status of the defendant, the prosecutor may order that the fine shall be paid in instalments, by determining the time limits to pay them. At the end of the investigations, the request for approval of the penalty order shall be deposited with the secretary office of the court, together with the acts of the preliminary investigation file. The request for approval of the penalty order shall be notified to the

defendant. The court may not change the punishments established in the penalty order by the prosecutor, but by assessing the circumstances of the economic status of the defendant, in the stage of execution, upon request of the sentenced person, it may apply the provisions of article 34 paragraph 8 and following of the Criminal Code.

The punishment imposed shall not be entered in the criminal record certificate unless the sentenced person is a recidivist.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Judges may deliver a written order without the reasoning, unless it is explicitly requested by parties.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	16 111 [] NA [] NAP	71 153 [] NA [] NAP	70 496 [] NA [] NAP	16 768 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	7 772 [] NA [] NAP	17 868 [] NA [] NAP	17 434 [] NA [] NAP	8 206 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	4 343 [] NA [] NAP	36 167 [] NA [] NAP	36 122 [] NA [] NAP	4 388 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	1 053 [] NA [] NAP	23 648 [] NA [] NAP	23 599 [] NA [] NAP	1 102 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	3 290 [] NA [] NAP	12 519 [] NA [] NAP	12 523 [] NA [] NAP	3 286 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	3 996 [] NA [] NAP	17 118 [] NA [] NAP	16 940 [] NA [] NAP	4 174 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The ongoing justice reform might have affected the discrepancies in the number of cases compared with the 2016 data.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. - TRIALS ON INVALIDATION OF A CHEQUE, BILL OF EXCHANGE AND PAPERS OF THIS KIND
- PROCEDURE FOR ESTABLISHING CUSTODY
- DECLARATION OF DISAPPEARANCE OR DEATH OF A PERSON
- REMOVAL OR LIMITATION OF CAPACITY TO ACT
- COURT CERTIFICATION OF THE FACTS

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. N/A

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 710 [] NA [] NAP	14 173 [] NA [] NAP	13 827 [] NA [] NAP	3 056 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	1 604 [] NA [] NAP	6 724 [] NA [] NAP	6 491 [] NA [] NAP	1 837 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	1 077 [] NA [] NAP	7 321 [] NA [] NAP	7 199 [] NA [] NAP	1 199 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	29 [] NA [] NAP	128 [] NA [] NAP	137 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.



4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	7 129 [] NA [] NAP	6 828 [] NA [] NAP	5 704 [] NA [] NAP	8 253 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Number of resolved cases decreased due to the vetting process

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	5 732 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 051 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 529 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 254 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. On the 1st of August 20117 the amendments to the Criminal Procedure Code, as part of the justice reform, entered into force. These amendments, might have contributed to the decreased number of incoming cases to the appellate court.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Under the justice reform, the High Court is now under the auspices of the High Judicial Council. Please note that HCJ was established in December 2018, therefore, due to the structural changes and human resources hiring process, reporting data at this stage for the High Court was unavailable.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

() Oui

(X) Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? []

d'affaires classées par cette procédure ? []

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Under the justice reform, the High Court is now under the auspices of the High Judicial Council. Please note that HCJ was established in December 2018, therefore, due to the structural changes and human resources hiring process, reporting data at this stage for the High Court was unavailable.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Licenciement	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The Constitution of the Republic of Albania, in its Article 16, paragraph 1, provides that the fundamental rights and freedoms as well as the obligations provided for in the Constitution, for Albanian citizens apply equally to foreigners and stateless persons in the territory of the Republic of Albania, unless the Constitution binds it specifically to the Albanian citizenship.
Also in the Constitution of the Republic of Albania, Article 39, paragraph 3, provides that collective expulsion of foreigners be banned. Foreigners are granted the right to housing in the Republic of Albania by law, guaranteed by Article 40 of the Constitution.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Divorce contentieux	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Licenciement	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Divorce may be requested also by both spouses when they argue and the court creates the conviction that the divorce is requested on their free will as well as on the need of the dissolution of marriage. Nevertheless, each of the spouses may withdraw the request to sue as long as the decision has not been announced.

The joint request to sue by the spouses must be accompanied by an agreement in writing between them in relation to the leaving of their minor children for upbringing and education, the necessary income for their upbringing and education, the contribution of each of them and, if they shall consider it necessary, the regulation of their reciprocal relationship on wealth. When the court estimates it reasonable, and according to the circumstances presented by the parties, the court may accept also a partial agreement on some of the issues of interest to the spouses.

In the consideration of the lawsuit for divorce the court designates a preparatory session in which the spouses must appear personally. The judge may hear each separately and then jointly, without the presence of their representatives.

When conciliation is reached, minutes are held and the trial is ceased for this cause.

When in this session the plaintiff does not appear although he had due knowledge, the single judge decides the cessation of the trial of the action. When the defendant does not appear, although he had due knowledge, the judge postpones the preparatory session by repeating the notice to the defendant. If also in this session he does not appear without any reasonable cause, the judge after hearing the plaintiff and forming the conviction that the conciliation cannot be reached, designates the court session by ordering the summons of necessary evidence.

The court may postpone the announcement of the decision for up to one year, when it has not created the conviction that any possibility of conciliation of the spouses is excluded

When the woman is pregnant, on her request, the court suspends the trial of the divorce lawsuit until the child reaches the age of one year.

In the divorce lawsuit is requested the obligation of the other spouse to meet the expenses for sustenance and education of children, living expenses for the needy spouse, in the cases provided by the law, as well as the request of gifts and the division of the conjugal wealth, except when it shall make difficult the consideration of the case. In such an event the court separates the divorce lawsuit from the other suits related to it.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. N/A

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [X] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [X] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires When proceeding to criminal offense, the prosecutor issues a reasoned criminal warrant setting the main penalty with a fine and one or more additional sentences. The court approves or rejects the criminal warrant.

The prosecutor may reach a plea agreement and a conviction, with the defendant charged with offenses punishable by no more than seven years of imprisonment, The court approves or rejects the agreement by decision.

The prosecutor has the right to decide not to commence in the circumstances provided by Article 290 of the Criminal Procedural Code.

The prosecutor has the right to terminate the case or charge when proceeding to criminal offenses, in the cases provided for in Article 328 of the Code of Criminal Procedure, without submitting the request for dismissal to the court.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaires civiles
- [] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In civil procedure:

Deprivation or limitation of the ability to act is done even by a request of the prosecutor.

When the request to establish judicial facts is of public interest and the court finds it justified, the prosecutor may also be summoned.

The request for the declaration of a missing or deceased person may also be filed by the prosecutor in the court where the person for whom the declaration is sought is at the last place of residence.

In marital and family relations:

The right to sue for opposing the marriage or its invalidity With regard to the exercise of parental responsibility, the prosecutor may address the court with a request.

The prosecutor also has the right to oppose the recognition of maternity and paternity, if, from the data that appear in the civil status acts,

it results in the untruthfulness of the declared maternity and paternity

To file a lawsuit for the protection of the juvenile property interests in cases provided for in the Code.

To intervene in the adoption process

Submit a request for custody or replacement.

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	46 892 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	32 459 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	11 790 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	570 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	570 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	32 459 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	10 877 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	21 577 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Statistic sector of the GPO

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The School of Magistrates shall receive applications for admission to the initial training by end of February of each year. The

applicants submit the necessary documents proving the fulfilment of the criteria determined to be appointed as a magistrate as provided in the status law. Where the submitted documentation does not fully prove the fulfilment of the criteria, or is not complete, accurate, or there are reasonable doubts regarding its authenticity, the School of Magistrates may request further information or documentation from state institutions or employers of an applicant. By 15 March each year, the School of Magistrates carries out a preliminary assessment as to whether the applicant satisfies the application criteria. The School submits to the Councils the report of preliminary assessment outcome, together with the files of the application documents for each applicant. The Councils may deliver comments or objections not later than by end of March each year. The School of Magistrates adopts the final assessment report by taking into account the comments and objections received and publishes the final assessment report on its official website, including the list of applicants who fulfil the criteria.

Any applicant, who is not included in the list of applicants meeting the criteria, has the right to appeal the decision.

The admission exam takes place by the end of April of each year and is opened to all applicants included in the list of qualified applicants. The admission exam is divided into three parts: a general admission exam, a professional exam and a psychological evaluation exam. The general admission exam focuses on IQ tests and general knowledge test. The participants need to obtain at least 60% to be qualified for the next stage. The professional exam is a written exam with theoretical and case law questions. The third part of the exam is performed by a team of two medical psychiatrist, two psychologist and one of the professors of the school. The School of Magistrates establishes a ranking list of the applicants in accordance with the exam results and publishes the adopted list by the 15th of May each year, by indicating in the list also the maximum number of candidates admitted to the initial training, in accordance with the decision of the Councils.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The School of Magistrates shall receive applications for admission to the initial training by end of February of each year. The applicants submit the necessary documents proving the fulfilment of the criteria determined to be appointed as a magistrate as provided in the status law. Where the submitted documentation does not fully prove the fulfilment of the criteria, or is not complete, accurate, or there are reasonable doubts regarding its authenticity, the School of Magistrates may request further information or documentation from state institutions or employers of an applicant. By 15 March each year, the School of Magistrates carries out a preliminary assessment as to whether the applicant satisfies the application criteria. The School submits to the Councils the report of preliminary assessment outcome, together with the files of the application documents for each applicant. The Councils may deliver comments or objections not later than by end of March each year. The School of Magistrates adopts the final assessment report by taking into account the comments and objections received and publishes the final assessment report on its official website, including the list of applicants who fulfil the criteria. Any applicant, who is not included in the list of applicants meeting the criteria, has the right to appeal the decision. The admission exam takes place by the end of April of each year and is opened to all applicants included in the list of qualified applicants. The admission exam is divided into three parts: a general admission exam, a professional exam and a psychological evaluation exam. The general admission exam focuses on IQ tests and general knowledge test. The participants need to obtain at least 60% to be qualified for the next stage. The professional exam is a written exam with theoretical and case law questions. The third part of the exam is performed by a team of two medical psychiatrist, two psychologist and one of the professors of the school. The School of Magistrates establishes a ranking list of the applicants in accordance with the exam results and publishes the adopted list by the 15th of May each year, by indicating in the list also the maximum number of candidates admitted to the initial training, in accordance with the decision of the Councils.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires Please note that in the recruitment of judges the School of Magistrates is also involved. However, in their promotion the only authority in charge is the High Judicial Council.

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): As per provisions of Law No 96/2016 "on the status of judges and prosecutors in the republic of Albania", Art. 48, "Promotion to Higher or Specialized Levels" - the Council opens the promotion procedure by calling for applications - the call for applications is published on the website of the Council and it contains the necessary information for the vacancy - following a call for applications for a promotion, the candidate may apply for up to three vacant positions or positions expected to become vacant. - only applicants who have passed the asset declaration and background check and have no disciplinary sanction in force are allowed to participate further in the promotion procedure. - the Councils reviews the applications and ranks eligible candidates by reference to the following indicators:

a) firstly, two previous evaluations, taking account of: i) the experience in seconded positions, as magistrate in a mobility scheme or as member of the Council, whose mandate has ended three years before application shall be an added value;

- ii) in case of more candidates with the same grades, the magistrates within the group of candidates with the highest evaluation grades shall be ranked according to a scoring scheme established by the High Judicial Council;
- b) secondly, if under the evaluation made there is more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their specific professional experience required for the vacant position;
- c) thirdly, there are more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their seniority as magistrate or jurist.

The Council decides to promote the candidates ranking highest with the grades attained by this procedure and rules

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): As per provisions of Law No 96/2016 “on the status of judges and prosecutors in the republic of Albania”, Art. 48, “Promotion to Higher or Specialized Levels” - the Council opens the promotion procedure by calling for applications - the call for applications is published on the website of the Council and it contains the necessary information for the vacancy - following a call for applications for a promotion, the candidate may apply for up to three vacant positions or positions expected to become vacant. - only applicants who have passed the asset declaration and background check and have no disciplinary sanction in force are allowed to participate further in the promotion procedure.

- the Councils reviews the applications and ranks eligible candidates by reference to the following indicators:

- a) firstly, two previous evaluations, taking account of: i) the experience in seconded positions, as magistrate in a mobility scheme or as member of the Council, whose mandate has ended three years before application shall be an added value;
- ii) in case of more candidates with the same grades, the magistrates within the group of candidates with the highest evaluation grades shall be ranked according to a scoring scheme established by the High Judicial Council;
- b) secondly, if under the evaluation made there is more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their specific professional experience required for the vacant position;
- c) thirdly, there are more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their seniority as magistrate or jurist.

The Council decides to promote the candidates ranking highest with the grades attained by this procedure and rules.

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
- sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). The Prosecution Office exercises criminal prosecution and represents accusation in court on behalf of the state. The Prosecution Office performs other duties defined by law.

The Prosecution Office is an independent body, which shall ensure the coordination and control of its actions as well as respects the internal independence of prosecutors to investigate and prosecute, in accordance with the law.

The prosecution is organized and functions attached to the judiciary system.

The Special Prosecution Office and the Special Investigation Unit for the prosecution and investigation of criminal offences of corruption, organized crime and crimes in accordance with Article 135 paragraph 2 of the Constitution shall be independent from the Prosecutor General. The Special Investigation Unit shall be subordinated to the Special Prosecution Office.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Constitution and Law “On the status of judges and prosecutors”, as amended, the Prosecutor exercises the functions of investigating and prosecuting independently, assessing the facts and interpreting the law, in accordance with its internal conviction, free from any direct or indirect influence from any party and for any reason. It should not create inappropriate contacts and should not be influenced by executive or legislative power. The prosecutor must take every measure to be and appear to be outside of any influence from them. The prosecutor shall immediately notify the High Prosecutorial Council and the Chairperson, if he/she identifies any interference or exercise of improper influence over him/her.

According to the Law “On the governance institutions of the justice system”, as amended, High Prosecutorial Council may adopt normative bylaws pursuant to this or other laws with general binding effect on all prosecutors or shall adopt non-binding instructions. Also, according to the Law “On the Organization and Functioning of the Prosecution in the Republic of Albania”, in the exercise of their functions, prosecutors shall carry out actions, make claims and make decisions independently, on the basis of the principles of legality, objectivity and impartiality. Prosecutors shall be subject to the general written instructions of the highest prosecutor in accordance with the provisions of this Law.

Pursuant to Article 48 of Law 97/2016 “On the Organization and Functioning of the Prosecution in the Republic of Albania”, Non-binding instructions on specific issues, it is provided that the Head of the Prosecution Office or the Head of the Section, for the prosecutors appointed in the relevant section, can provide guidelines for specific cases which are not binding. The guidelines related to the specific proceedings can be provided when the prosecutor is appointed the case, or later, when it is assessed as necessary for the proceeding progress. The guidelines must be provided in writing and they must be reasoned. Exceptionally, when the circumstances do not allow, the guidelines can be provided verbally and within a reasonable timeframe, they must be confirmed in writing.

In cases when the prosecutor does not agree or there are ambiguities regarding the provided guidelines, he has the right to require written further explanations related to them. The Head of the Prosecution or the head of the Section is obliged to provide explanations on the guidelines and is induced to reiterate them at the same way; otherwise, the guideline is considered to be withdrawn. In cases when the prosecutor, to whom the guideline has been repeated, in writing, decides not to pursue it, he shall notify in writing the head of the prosecution or the Head of the Section according to the case. The written Guideline and the possible written replies of the prosecutor are attached to the proceeding Acts.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The School of Magistrates shall receive applications for admission to the initial training by end of February of each year.

The

applicants submit the necessary documents proving the fulfilment of the criteria determined to be appointed as a magistrate as provided in the status law. Where the submitted documentation does not fully prove the fulfilment of the criteria, or is not complete, accurate, or there are reasonable doubts regarding its authenticity, the School of Magistrates may request further information or documentation from state institutions or employers of an applicant. By 15 March each year, the School of Magistrates carries out a preliminary assessment as to whether the applicant satisfies the application criteria. The School submits to the Councils the report of preliminary assessment outcome, together with the files of the application documents for each applicant. The Councils may deliver comments or objections not later than by

end of March each year. The School of Magistrates adopts the final assessment report by taking into account the comments and objections received and publishes the final assessment report on its official website, including the list of applicants who fulfil the criteria.

Any applicant, who is not included in the list of applicants meeting the criteria, has the right to appeal the decision.

The admission exam takes place by the end of April of each year and is opened to all applicants included in the list of qualified applicants.

The admission exam is divided into three parts: a general admission exam, a professional exam and a psychological evaluation exam. The general admission exam focuses on IQ tests and general knowledge test. The participants need to obtain at least 60% to be qualified for the next stage. The professional exam is a written exam with theoretical and case law questions. The third part of the exam is performed by a team of two medical psychiatrist, two psychologist and one of the professors of the school. The School of Magistrates establishes a ranking list of the applicants in accordance with the exam results and publishes the adopted list by the 15th of May each year, by indicating in the list also the maximum number of candidates admitted to the initial training, in accordance with the decision of the Councils.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : As indicated in comment to question 116, the authorities responsible for recruitment are the School of Magistrates and the High Prosecutorial Council.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires Please note that only the High Prosecutorial Council is responsible for the promotion of public prosecutors.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : As per provisions of Law No 96/2016 "on the status of judges and prosecutors in the republic of Albania", Art. 48, "Promotion to Higher or Specialized Levels" - the Council opens the promotion procedure by calling for applications - the call for applications is published on the website of the Council and it contains the necessary information for the vacancy - following a call for applications for a promotion, the candidate may apply for up to three vacant positions or positions expected to become vacant. - only applicants who have passed the asset declaration and background check and have no disciplinary sanction in force are allowed to participate further in the promotion procedure.

- the Councils reviews the applications and ranks eligible candidates by reference to the following indicators:

- a) firstly, two previous evaluations, taking account of: i) the experience in seconded positions, as magistrate in a mobility scheme or as member of the Council, whose mandate has ended three years before application shall be an added value;
- ii) in case of more candidates with the same grades, the magistrates within the group of candidates with the highest evaluation grades shall be ranked according to a scoring scheme established by the High Prosecutorial Council;
- b) secondly, if under the evaluation made there is more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their specific professional experience required for the vacant position;
- c) thirdly, there are more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their seniority as magistrate or jurist.

The Council decides to promote the candidates ranking highest with the grades attained by this procedure and rules.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): The Councils review the applications and rank eligible candidates by reference to the following indicators:

a) Firstly, two previous performance evaluations, taking into consideration that:

i) The experience in seconded positions, as magistrate in a mobility scheme or as member of the Council, whose mandate has ended three years before the application, will be an advantage;

ii) In cases of more candidates with the same grades, the magistrates within the group of candidates with the highest evaluation grades shall be ranked according to a scoring scheme established by the Councils;

b) Secondly, if after the evaluation made under the first paragraph, there is more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their specific professional experience required for the vacant position;

c) Thirdly, if after the evaluation made under the second paragraph there is more than one candidate with the highest scores, the Council shall rank these candidates referring to their seniority as magistrate or jurist.

The law on the status of judges and prosecutors provides for the following evaluation levels of a magistrate:

a) 'Excellent': in case of an ethical and professional performance of very high qualities; b) 'Very good': in case of an above average ethical and professional performance c) 'Good': in case of an average ethical and professional performance; ç) 'Acceptable': in case of a below average ethical and professional performance; d) 'Incapable': in case of a poor ethical and/or professional performance.

Hence, during promotion, a prosecutor that has two evaluations as excellent will be promoted vis-à-vis someone who has an evaluation as excellent and very good.

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The status of a magistrate shall end upon:

a) His or her resignation;

b) Establishment of circumstances of his/her inelectability and incompatibility in exercising the function;

c) Reaching the retirement age;

ç) Dismissal as a result of a disciplinary liability, in accordance with this Law;

d) Establishment of circumstances of inability to exercise the function.

2. Judges of the High Court shall retire at the age of 70. The mandate of a High Court judge shall end upon reaching the age of 70, regardless of the years of assuming the function in this position. The judges of the High Court are appointed for a 9 year term, without the right to re-appointment.

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires 1. The magistrate's demotion in duty from a higher level to a lower level court or from a position in the special court for the adjudication of the criminal offences of corruption and organised crime or Special Prosecution Office to a court of general jurisdiction or another prosecution office shall be imposed where:

a) The misconduct is serious; b) The magistrate shows a conduct that makes his/her proficiency appear unfit for the higher or specialized position, but the misconduct does not render the magistrate unfit to act as a magistrate.

2. In case of a demotion in the sense of paragraph 1 of this Article, the magistrate receives the salary of the position to which he/she was demoted.

1. Magistrates shall be transferred without their consent only in the following cases:

a) Implementing a disciplinary measure;

b) Where a magistrate's position is abolished as the result of changes in the administrative structure or territorial powers of courts or prosecution offices, following an assessment based on objective and transparent criteria;

ç) In case of temporary shortage of magistrates in a court or prosecution office, which cannot be covered by magistrates in the mobility scheme in accordance with the provisions contained in Article 46 of this Law.

2. The magistrate, whose position is abolished in accordance with letter "b" paragraph 1 of this Article, shall: a) Be transferred to a position at the same level in the new structure having under its territorial powers the court or prosecution office, where the magistrate has previously exercised the function, or where this is not possible;

b) Have the right to choose to be transferred to any position at the same level that is vacant or expected to become vacant within six months upon the abolition of the position, in a court or prosecution office of the same level, of the same material competence.

3. In case of a temporary shortage of magistrates under letter 'ç' paragraph 1 of this Article, the Council shall assign a magistrate from the mobility scheme or shall temporarily transfer a magistrate in accordance with Article 46 of this Law.

4. A magistrate shall have the right to appeal before the court against a decision on a transfer without consent within 5 days from the notification of the decision of the Council. The examination of the appeal by the court shall not suspend the transfer decision.

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires Based on the law on status of judges and prosecutors, adopted in 2016, there is no probation period.

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The status of a magistrate shall end upon:

a) His or her resignation;

b) Establishment of circumstances of his/her inelectability and incompatibility in exercising the function;

c) Reaching the retirement age;

ç) Dismissal as a result of a disciplinary liability, in accordance with this Law;

d) Establishment of circumstances of inability to exercise the function.

2. Judges of the High Court shall retire at the age of 70. The mandate of a High Court judge shall end upon reaching the age of 70, regardless of the years of assuming the function in this position. The judges of the High Court are appointed for a 9 year term, without the right to re-appointment.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires Based on the law on status of judges and prosecutors, adopted in 2016, there is no probation period.

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : According to the Law "On the status of judges and prosecutors"

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
-------------	-------------	---------------------------

Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires In the end of 2016, as part of the justice reform law, law No 96/2016 "ON THE STATUS OF JUDGES AND PROSECUTORS IN THE REPUBLIC OF ALBANIA" was adopted. The law makes it mandatory for a magistrate must to attend the continuous training and take all other reasonable steps to keep him/herself updated about relevant legislative and case law developments. The continuous training period is: a) Not less than five full days per year and not less than 30 full days during five years; b) Not more than 40 full days per year and 200 full days during five years.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
---------------------------------------	--

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : The continuous training period is: a) Not less than five full days per year and not less than 30 full days during five years; b) Not more than 40 full days per year and 200 full days during five years. Hence, a judge has to undergo continuous training at least 5 days per year. The training should be relevant to his function.

5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires The continuous training period is: a) Not less than five full days per year and not less than 30 full days during five years; b) Not more than 40 full days per year and 200 full days during five years. Hence, a prosecutor has to undergo continuous training at least 5 days per year. The training should be relevant to his function.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	896 296 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires School of Magistrates, for 2018, was financed by the State Budget in the amount of 896,296 €_(1€=135 ALL) JUFREX, a project of the Council of Europe, gave to the School of Magistrates 49.673 €, to organize the activities planned in that project. This is the only project that was financially managed by the School of Magistrates.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. N/A

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	357 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	83 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	259 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires : School of Magistrates, under justice reform laws, has increased its capacities to train judges and prosecutors.

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : .

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	13 677 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 943 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 688 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 474 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	19 673 [] NA [] NAP	17 842 [] NA [] NAP	2 428 000 [] NA [] NAP	2 202 000 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	11 436 [] NA [] NAP	8 856 [] NA [] NAP	1 509 924 [] NA [] NAP	1 168 800 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	15 888 [] NA [] NAP	11 952 [] NA [] NAP	2 097 120 [] NA [] NAP	1 577 376 [] NA [] NAP

Commentaires Increase in the overall salaries of the justice system. Please note that the new salary scheme for judges and prosecutors, came into force on the 1 of January 2019. Therefore the new salary scheme has been reported in 2019 data.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre avantage financier	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires In terms of housing, the law on status of judges and prosecutors (article 17) provides that "A magistrate shall, during the exercise of function and after having exercised the function at least three years, be once entitled to benefit a state funded home loan, at the amount of an average value of an apartment of 50 m² in a central area of the town, where the magistrate exercises the function. Per family member in the sense of paragraph 5 of this Article living in the household with the magistrate, the reference size of the apartment surface shall be increased per 10m² per person. In case two persons in a household are entitled to a state funded home loan, this shall be benefited only by one of them."

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[X] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

Rémunéré	Non rémunéré
----------	--------------

Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants: Law no 96/2016 provides for a bonus equal to a monthly salary to judges evaluated with the highest grade. (no of resolved cases is part of the professional evaluation process).

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

() juges uniquement

(X) juges et représentants d'autres professions juridiques

() autre, veuillez préciser :

Commentaires Such a function belongs to the HJC, specifically to the committee of Ethical and Professional Performance Evaluation, as well as to the ethics adviser. While the HJC and the committee are formed by judges and other legal professionals, the ethics adviser is a judge.

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. There have been issued no such opinions, yet. It depends on the approval of the new code of ethics for judges.

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

() procureurs uniquement

(X) procureurs et représentants d'autres professions juridiques

() autre, veuillez préciser :

Commentaires Such a function belongs to the HPC, specifically to the committee of Ethical and Professional Performance Evaluation, as well as to the ethics adviser. While the HPC and the committee are formed by prosecutors and other legal professionals, the ethics adviser is a prosecutor.

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Ethics Adviser at High Prosecutorial Council performs the following duties:

- a) give advice, at the request of any prosecutor, on the most appropriate conduct, inside and outside the prosecution or court, on controversial ethics matters;
- b) may seek the opinion of the Council on certain matters concerning the conduct of prosecutors in a general manner, but not with regard to certain persons;
- (c) develop, publish and update continuously an informative manual containing questions and answers on ethical dilemmas based on international standards and best practices and relevant Council decisions;
- ç) takes care, in cooperation with the School of Magistrates, for initial and continuous training on ethics issues;
- d) report in writing, not less than once a year, to the Council on its activities.

NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :High Justice Inspector
- Ceci n'est pas possible

Commentaires The High Justice Inspector shall be responsible for the verification of complaints, investigation of violations on its own initiative and the initiation of disciplinary proceedings against judges and prosecutors of all levels, members of the High Judicial Council, High Prosecutorial Council and the Prosecutor General, in accordance with the procedure defined by law. Please note that these institutional changes were a result of the justice reform in Albania.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire

- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :High Justice Inspector
- Ceci n'est pas possible

Commentaires The High Justice Inspector shall be responsible for the verification of complaints, investigation of violations on its own initiative and the initiation of disciplinary proceedings against judges and prosecutors of all levels, members of the High Judicial Council, High Prosecutorial Council and the Prosecutor General, in accordance with the procedure defined by law.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Please note that these institutional changes were a result of the justice reform in Albania.

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

9. Autre	1 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
10. Révocation	12 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Confidential reprimand: it is used only for the periodic evaluation of the judge otherwise is not public. Dismissal: Case is dismissed after HCJ decision.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : High Council of Justice archive

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	2 475 [] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires Comments there is no category of "legal advisors" within lawyers or legal profession. The only distinction is between lawyers – who

draft and represent clients before all courts and assistant lawyers – who can represent only in few cases and only in the presence of the lawyer, where the later should take the permission from his/her client. The number above does not include assistant lawyers.

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont

possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[]	[X]
Affaires de licenciement	[]	[]	[X]
Affaires pénales - Défendeur	[X]	[X]	[X]
Affaires pénales - Victime	[X]	[X]	[X]
Affaires administratives	[]	[]	[X]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Lawyers do have the monopoly only for the representation of the cases before the High Court. There is an exemption when the monopoly does not apply only when the representation is done by the State Advocates according to the Law (article 96/a of the Civil Procedure Code)

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

[] Activité notariale

[X] Arbitrage/médiation

[X] Mandataire

[] Syndic de copropriété

[] Agent immobilier

[] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Specialization is required only for lawyers who provide legal aid granted by the state for minors in conflict with the law according to the Code of Juvenile Justice and the Law on Legal Profession.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : LAW ON THE PROFESSION OF ADVOCATE IN THE REPUBLIC OF ALBANIA
(<https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/22-advocates-law/263-advocates-2018-07-26-en>)

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires 1. The remuneration of the advocate for work carried out shall be set in one of the following ways:

a) by agreement between the advocate and the client. The agreement achieved between the advocate and the client shall constitute an executive title;

b) in compliance with the provisions of the legislation in force on state guaranteed legal aid;

c) according to a joint instruction of the Minister of Justice and the minister responsible for Finance, after having received prior the opinion of the Chamber of Advocacy of Albania, in the cases of obligatory defence, in accordance to the Criminal Procedure Code;

ç) by success fee set in the agreement made preliminarily between the advocate and the client in cases of successful defence or representation;

d) any other remuneration provided for in the acts and practices of the international organizations to which Albania accedes.

2. The remuneration of the advocate may not be made in any other manner, different from those foreseen in this article.

3. The Chairperson of the Chamber of Advocacy of Albania and the Minister of Justice, shall specify the reference remuneration fees of the advocate, which are applicable in the instances when in the written agreement between the advocate and the client no manner of remuneration has been provided.

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires The remuneration of the advocate for work carried out shall be set in one of the following ways by agreement between the advocate and the client.

If there is no agreement: The Chairperson of the Chamber of Advocacy of Albania and the Minister of Justice, shall specify the reference remuneration fees of the advocate, which are applicable in the instances when in the written agreement between the advocate and the client no manner of remuneration has been provided.

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires The law provides that the Chairperson of the Chamber of Advocacy of Albania and the Minister of Justice, shall specify the reference remuneration fees of the advocate, which are applicable in the instances when in the written agreement between the advocate and the client no manner of remuneration has been provided.

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : 1. The advocate shall be subject to disciplinary proceedings if acting contrary to the rules laid down in the laws and regulations governing the advocate's profession.

2. The right to request initiation of disciplinary proceedings against the advocate belongs to:

a) each client who benefits from the service of advocacy and his/her relatives, whose interests are substantially violated by the service;

b) the Minister of Justice;

c) judges and prosecutors;

ç) taxation administration organs;

d) steering bodies of the Chamber of Advocacy of Albania and of the local chambers of advocacy;

dh) any advocate with regard to another advocate;

e) any interested subject who has been in a service relationship with the advocate;

ë) other state bodies as provided by special law.

3. Complaints may be filed within 1 year from the date of action or misconduct of the advocate, or the date of identification of the action or misconduct of the advocate, but in any case, not later than 2 (two) years from the time of occurrence of that violation. After this time limit, the complainant has the right to ask the Commissioner of Complaints to reinstate the time limits in accordance with the Administrative Procedures Code.

4. The disciplinary proceeding shall be finished within 6 (six) months from the date of filing the complaint. This time period may be extended for a period of no more than 1 year from the date of filing the complaint, with the written consent of the complainant and advocate, or by the Commissioner of Complaints himself/herself, when there are reasonable grounds for the extension.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires . The Disciplinary Committee is a collegial body which enjoys legal personality through the Chamber of Advocacy of Albania.

2. The Disciplinary Committee is composed of:

a) 7 (seven) active advocates elected by secret ballot by the General Council of the Chamber of Advocacy of Albania. The Member of the Disciplinary Committee elected according to this paragraph may not carry out other steering duties in the steering bodies of the Advocacy Chamber of Albania;

b) a representative of the High Judicial Council;

c) a representative of the High Prosecutorial Council;

ç) a representative of the Ministry of Justice;

d) a representative of civil society or academia in the field of law.

The criteria and procedures of election of the representatives foreseen in letters 'a' and 'd' of this paragraph, shall be determined in the Statute and Regulation of the Chamber of Advocacy of Albania.

3. The Chairperson of the Disciplinary Committee shall be elected by the Steering Committee of the Chamber of Advocacy of Albania among the members elected in accordance with letter "a" of paragraph 2 of this Article.

The Chairperson and the members of the Disciplinary Committee, elected as per letter 'a' of paragraph 2 of this article, shall be elected for a term of officer of four years with the right of re-election only once.

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : The law provides for a general obligation that it is a task of the court to make efforts to reconcile the parties in dispute and/or notify and steer the parties on the possibility of resolving the dispute through mediation.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur ?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : The judge shall make every effort to settle the dispute amicably during the preparatory stage, when the nature of the case allows that. The judge, where appropriate, shall order the parties involved to appear before the court. At each stage of the trial, the court shall inform the parties about the possibility of settlement of the dispute through mediation and, if they give their consent, it transfers the case to mediation.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Affaires pénales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

- la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal
- l'arbitrage
- la conciliation (si différente de la médiation)
- d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : no data

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

- des juges
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques
- des huissiers de justice attachés à une institution publique
- autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Enforcement activities are performed by enforcement agents only, which might be private or public.

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [X] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires The National Training Centre for Enforcement Agents shall be established within the Chamber and shall be the institution responsible for the initial and continuous training of private judicial enforcement agents. The Training Centre shall be financed and administered by the Chamber.

2. The Training Centre shall provide initial training programs for the candidates for private judicial enforcement agent as well as continuous training programs for private judicial enforcement agents. The Training Centre may also offer training courses for jurists who intend to get professional, theoretical and practical knowledge in the field of mandatory judicial enforcement.

Project Funded by the European Union Page 9 of 50

3. The fees for initial training and continuing training at the Training Centre shall be approved by the Chamber.

4. The Chamber may conclude cooperation agreements with the governing bodies of the other Chambers of the free legal professions and/or with other interested institutions, with regard to the organization of joint training programs or for specific trainings.

5. Detailed rules on the manner of organisation and functioning of the Training Centre, the manner of funding, and the selection and activity of the academic staff, shall be set out in the Regulation of the Training Centre, which is approved by the Minister upon the proposal of the Chamber.

Private judicial enforcement agents and assistant enforcement agents shall attend the Obligatory

Continuous Training Program at the Training Centre.

2. The Obligatory Continuous Training Program shall establish the training methods, the exact training program and the training modules, the rules and conditions for issuing certificates of participation and further detailed rules on the obligatory continuous training.

Project Funded by the European Union Page 14 of 50

3. The Obligatory Continuous Training Program shall be approved by order of the Minister, upon the proposal of the Chamber.

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires Law provides for the fees to be set by a joint order of Minister of Justice and Minister of Finance

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : Law on private bailiffs (<https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/119-private-judicial-enforcement-service/357-private-judicial-enforcement-service-en>)

Law on public bailiffs (<https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/15-bailiff-service/10-law-on-enforcement-en>)

8.1.2.Efficacité des services d'exécution



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :
- NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Nombre de procédures disciplinaires initiées
--

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source :

8.2. Exécution des décisions pénales

8.2.1. Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales



189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires Statistical data of GPO on execution of criminal decisions.

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	482 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires a) has completed higher legal education;

b) has full capacity to act;

c) is not less than 26 years old and not more than 55 years of age at the time

ç) has not been convicted by a final court decision for a criminal offense d) has not been removed from office as a judge, prosecutor or public administration officer for violations of rules and discipline at work for the last 3 years from the date of filing a request to allow the exercise of the profession of notary;

dh) has worked for not less than 2 years as an assistant with a notary;

e) has participated in the qualification exam for obtaining an license

for exercising the Notary profession and is rated with not less than 80 percent of the assigned points for competition;

h) is licensed to exercise the profession of notary;

f) is a member of a notary chamber

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires a)edits the notarial acts;

b) makes a notice of reminder or other extrajudicial acts;

c) legalize the signatures of citizens set forth in various acts;

d) certifies the date of submission of documents to the notary office;

dh) certifies a person's being and residence in a particular place;

e) Accepts for the preservation of documents of natural and legal persons in the notary office;

ë) issues copies, cuts and parts of the acts deposited in the notary office;

f) certifies that the copies or abbreviations of the documents are the same as the original of presented by the concerned;

g) makes or certifies translations from one language to another;

gj) edits the minutes and makes inventory, describing the condition of the items, according to

citizens' request and when charged by the court;

h) edits statements and documents requested by interested persons, as well as acts e other actions, which by law must be done by a notary.

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

Transaction immobilière

Droit de la famille

Droit des successions

Droit des sociétés

Contrôle de la régularité des jeux de hasard

Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

Dans l'élaboration d'instruments authentiques

Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)

Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :National Chamber of Notaries

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Data from the Minister of Justice

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires Interpreters can be selected by courts from a list of official interpreters

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources :

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1.Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps

() Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

() Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	() Oui (X) Non
Formation continue	() Oui (X) Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

[] la procédure judiciaire

[] le métier de l'expert

[] autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources :

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux

2. Budget

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire

4. Conseil supérieur de la magistrature

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

7. Exécution des décisions de justice

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

9. Lutte contre la criminalité

9.1 Système pénitentiaire

9.2 La justice adaptée aux enfants

9.3 La violence entre partenaires

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

11. Autres